

18 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur les questions économiques internationales et sur la situation en Syrie, à Lough Erne le 18 juin 2013.

LE PRÉSIDENT Mesdames et, Messieurs, ce sommet du G8 a permis sur plusieurs sujets d'importance, d'avoir une convergence utile. D'abord sur les questions économiques, avec ce soutien réaffirmé à la croissance à travers des politiques de coordination entre les différentes zones, et le souci répété que les assainissements budgétaires, par ailleurs nécessaires, doivent être maîtrisés dans le temps et avoir le rythme qui convient, pour ne pas affecter trop gravement l'activité et au contraire même, dans certains pays, la soutenir. Il y a eu, à l'initiative de la France, aussi la volonté de faire que les politiques monétaires ne créent pas de distorsion supplémentaire et que nous puissions avoir sur la compétitivité une autre vision que celle qui porte simplement sur le coût du travail, mais prendre l'ensemble des facteurs de production et notamment l'énergie. Toujours dans ces questions économiques, il y a eu un grand pas de fait sur la lutte contre la fraude fiscale. C'était une initiative qui était partie de l'Europe, qui avait également été affirmée du côté américain et qui donc a été portée par l'ensemble des pays présents à ce sommet. Et c'est cette même volonté qui sera réaffirmée à l'occasion du G20 à travers plusieurs dispositions. La première, c'est l'échange d'informations. La seconde disposition, c'est la lutte contre les paradis fiscaux - chacun doit faire effort là où il peut intervenir. Enfin, la lutte contre le blanchiment de l'argent, étroitement liée d'ailleurs à la lutte contre les trafics et le terrorisme.

Nous aurions voulu aller encore plus loin et notamment pour tout ce qui concernait les sociétés multinationales, les registres qui pouvaient être publiés. Mais je prends l'avancée pour ce que celle est, importante, utile et qui pourra en plus, être généralisée. C'était un signe qui était attendu parce que si nous voulons avoir la maîtrise de nos finances publiques, la méthode la plus simple c'est de faire payer l'impôt par ceux qui aujourd'hui s'y refusent, s'y soustraient. Et nous ne pouvons y parvenir qu'ensemble. L'échange automatique d'informations est un puissant levier qui d'ailleurs, convainc un certain nombre de ceux qui avaient essayé d'échapper à l'impôt, de demander maintenant à l'acquiescer. Ils doivent savoir, à travers ce qui a été décidé ici au G8, que ça sera une politique qui ne faiblira pas.

J'ai également insisté pour que plus tard, soient regardées les stratégies d'optimisation fiscale de certaines grandes sociétés. Je pense notamment à l'économie du numérique, où des multinationales arrivent à prospérer sur un certain nombre de territoire sans payer d'impôt attaché au territoire. Là aussi, il y a un certain nombre de étapes à franchir pour les prochaines années.

La troisième avancée de ce sommet, c'est ce qui a été annoncé pour le développement ou plus exactement pour une certaine conception du développement. Ça a été l'objet du déjeuner d'aujourd'hui avec la présence de chefs d'Etat africains, de la présidente de la Commission de l'Union africaine et aussi des dirigeants des grandes organisations internationales, FMI, OCDE, Banque mondiale.

Quelle est l'idée ? L'idée, c'est celle de la transparence : transparence pour les industries extractives, pour que nous connaissions exactement les conditions de l'obtention de leurs bénéfices, les transferts qui sont effectués. Transparence également, pour mieux connaître les propriétés foncières, les acquisitions de terrains notamment en Afrique, parce que c'est un enjeu

prophètes remède, les équipements de terrain notamment chimique, parce que c'est un enjeu pour le développement.

Il a été ainsi décidé - et c'est une belle idée - que notamment autour de la Banque mondiale - nous en avons fait la proposition - il puisse y avoir un soutien qui soit apporté aux Etats notamment africains pour négocier les contrats, pour les appuyer face aux sociétés extractives ou un certain nombre de sociétés, qui demandent des concessions pour l'activité dans des ports ou ailleurs. Donc, il y a là aussi, cette volonté de clarifier cette exigence de transparence et cette affirmation du développement.

Nous avons pu aussi à cette occasion rappeler la candidature de la France pour l'organisation de la Conférence sur le climat et réaffirmer la nécessité d'avoir un accord en 2015 dans l'intérêt des pays développés, sûrement, mais dans l'intérêt aussi des pays qui sont émergents ou qui assurent difficilement leur développement. C'est une cause mondiale que nous devons porter et qu'à travers la Conférence sur le climat nous devons, pour une part, régler.

Enfin, il y a eu les sujets internationaux qui sont ceux qui nous préoccupent le plus. D'abord sur l'Afrique de l'ouest et sur le Mali, les membres du G8 ont tous reconnu l'importance de l'initiative que nous avons prise et son succès, succès politique et succès militaire, au Mali.

J'ai d'ailleurs donné l'information aux membres du G8, qu'en ce moment-même, le gouvernement malien avait signé un accord avec ceux qui s'étaient longtemps opposés à son autorité et qui même, avaient pris les armes sans rejoindre les terroristes. Un accord a donc eu lieu et il permettra d'organiser sur tout le territoire du Mali, y compris à Kidal, l'élection présidentielle avec une présence de l'administration civile malienne et également des éléments militaires ou de gendarmes, qui assureront la sécurité des opérations. C'était très important de réussir non seulement l'opération militaire - mais ça, c'était déjà acquis depuis plusieurs semaines - mais également, si je puis dire, l'opération politique, de la préparation du scrutin et ensuite du dialogue et de l'avenir du Mali.

Nous avons aussi évoqué la Libye avec la volonté de venir en soutien des autorités légitimes de ce pays, pour leur apporter, là aussi, toutes les conditions de leur sécurité. Car nous savons bien qu'un certain nombre de groupes s'y sont réfugiés et peuvent faire pression sur le gouvernement, voire même essayer de le déstabiliser, voire faire des opérations qui concerneraient des Etats voisins, et je pense tout particulièrement au Niger.

Nous avons aussi évoqué, bien sûr, la Syrie. Beaucoup pensaient que nous ne parviendrions pas à nous mettre d'accord, au moins sur la conférence de Genève. Ma volonté - et elle a rejoint celle de tous les participants - c'était d'affirmer que Genève pouvait se tenir dans un délai rapide. Je sais que c'est difficile et qu'il y avait tous les prétextes pour repousser l'échéance. Genève, c'est la possibilité d'une transition politique. Genève, c'est l'obligation qui est faite pour tous de faire pression sur le régime syrien et, pour ce qui nous concerne, sur l'opposition syrienne pour que toutes ces parties prenantes soient autour de la table, non pas pour être autour de la table, mais pour trouver l'issue politique à travers cette transition.

De la même manière sur la question des armes chimiques, au-delà de la condamnation de l'utilisation, ce qui est quand même bien le moins, il a été donc convenu qu'une enquête internationale serait diligentée en Syrie pour avoir confirmation de l'utilisation des armes chimiques en Syrie et rapport sera fait au Conseil de sécurité. Il ne s'agissait pas pour ce sommet de régler la question syrienne - qui aurait pu le prétendre ? - mais au moins de fixer le cadre, Genève, le délai, le plus vite possible, et l'objectif, la transition, et d'ici là pouvoir diligenter l'enquête sur les armes chimiques.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce qui a été la portée de ce G8. Nous aurons l'occasion de voir les prolongements possibles au G20 qui se réunira début septembre à Saint-Petersbourg. Ce seront, en définitive, les mêmes thèmes qui seront évoqués : quel est ce que nous voulons pour nos économies, est-ce que nous voulons promouvoir la croissance, lutter contre le chômage, faire en sorte que nous puissions avoir un équilibre et des règles pour le commerce, puisqu'il a été lancée la négociation commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis alors même que celle qui est menée entre l'Europe et le Canada, n'est pas encore achevée.

Nous aurons donc ce thème toujours au G20 : comment favoriser la croissance, comment mieux

réguler les économies et notamment à travers la fiscalité, comment assurer aussi le développement, comment mettre les pays émergents dans une situation où ils peuvent dire également leur mot sur l'évolution du monde. Et, enfin, revenir sur ce qui blesse la conscience en ce moment et depuis trop de mois, c'est-à-dire le conflit syrien.

QUESTION - Monsieur le Président, bonjour, Jeff WITTENBERG de FRANCE 2. Parmi les entretiens que vous avez eus au cours de ce G8, il y en a eu un hier avec Vladimir POUTINE. Comment qualifieriez-vous l'ambiance et le résultat de cet entretien alors que, on le sait, les positions en particulier sur la Syrie, sont très divergentes ?

Et par ailleurs, toujours à propos de la Russie, on a appris cet après-midi que la Douma, le Parlement russe, avait voté une loi qui interdira désormais l'adoption d'enfants russes par des célibataires ou par des couples de même sexe dans les pays comme la France, qui ont adopté une loi dans ce sens. Quel est votre commentaire sur cette position ? Merci Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Avec la Russie et le président POUTINE, nous avons des relations bilatérales sur le plan économique qui ne demandent qu'à s'améliorer et nous faisons en sorte que ce soit le cas. De la même façon, sur la question des échanges humains, que ce soit sur le plan universitaire, sur le plan scientifique, sur le plan culturel, nous veillons à ce que la relation historique entre la France et la Russie puisse connaître de nouveaux développements. Mais nous avons des divergences notamment sur la question de la Syrie, je reviendrai sur ce que vient de décider la Douma.

Les divergences, nous les avons exprimées. Je dois dire que le président POUTINE a compris qu'il avait aussi intérêt dans le sens où il veut la stabilité, que ce conflit qui existe en Syrie, ne dure pas, qu'il soit maintenant prévu cette conférence de Genève et qu'il a une responsabilité, puisqu'il fournit les armes au régime, puisqu'il l'appuie. C'est de faire pression sur ASSAD, pour qu'il y ait cette conférence de Genève et une transition politique.

Sur la décision de la Douma, c'est la souveraineté de la Russie mais si la Russie veut prendre sa place - et je crois que c'est son intention - dans le concert mondial comme un grand pays qui veut affirmer les valeurs démocratiques et les droits de l'Homme, je pense que la Russie doit comprendre l'évolution de nos sociétés.

QUESTION - Monsieur le Président, bonjour, Adrien GINDRE, BFM TV. Pour prolonger la question de mon confrère sur Vladimir POUTINE, quelle attitude avait le président russe dans les rendez-vous que vous avez eus avec lui, les entretiens et que lui demandez-vous à présent, estimez-vous avoir reçu toutes les garanties nécessaires de la part de la Russie sur son attitude et les actions qu'elle allait mener auprès du régime à présent ?

LE PRESIDENT - Le président POUTINE a accepté la discussion, et notamment hier soir dans le dîner et encore ce matin. Il a accepté la discussion, non pas simplement pour faire connaître son point de vue - je l'avais déjà entendu à plusieurs occasions et encore dans la rencontre bilatérale que j'avais eue avec lui hier - mais pour trouver des solutions qui pourraient être communes. Notamment sur les armes chimiques, il a accepté qu'il puisse y avoir cette enquête, puisqu'il nie qu'il y ait eu usage d'armes chimiques. Il a donc accepté l'enquête et la saisine du Conseil de sécurité. Sur la conférence de Genève, nous nous sommes retrouvés y compris sur l'expression « délai rapide » pour sa convocation. Il accepte donc ce cadre. Enfin, sur la transition politique, là, il est plus prudent mais à nous de continuer à exercer la pression et à faire valoir nos arguments. Mais je l'avais dit dès le début de ce sommet du G8, ce n'était pas ici qu'on allait régler la question de la Syrie. Ici, on pouvait donner le cadre, la Conférence de Genève, le délai, le plus rapide possible, et l'idée de sortie, la transition politique, c'est ce qui a été fait.

QUESTION - Monsieur le Président, Valérie NATAF, TF1. Le Premier ministre canadien a qualifié ce sommet de G7 plus un, est-ce que vous partagez cette opinion ?

LE PRESIDENT - N'ayant pas siégé dans les G7, je ne peux pas savoir ce que c'était. Mais ce cadre existe, le G8, il a son mérite, justement parce que la Russie y est, parce que pour régler la question de la Syrie, nous avons besoin d'une Russie qui soit active et qui puisse prendre sa part dans le règlement politique de ce conflit. Si on avait fait une réunion simplement avec ceux qui

étaient déjà d'accord ça n'aurait pas fait avancer le dispositif. Là, d'une certaine façon, une étape a été annoncée - la conférence de Genève - dans un délai rapide. Pour trouver des solutions, mieux vaut que tout le monde ne soit pas d'accord - et là en l'occurrence, nous étions servis ! - pas d'accord au départ parce qu'après il faut trouver le compromis.

QUESTION - Bonjour, Antonin ANDRE, EUROPE 1. Vous avez marqué un point semble-t-il sur la lutte contre les paradis fiscaux. La Grande-Bretagne notamment, a réussi à inclure dans cet accord les paradis fiscaux qui dépendent de la Couronne, les Iles Caïmans, les Bermudes, les Iles Vierges, Jersey. Comment la France va-t-elle s'y prendre notamment à l'endroit de Monaco et d'Andorre ?

LE PRESIDENT - D'Andorre, vous le savez sans doute car vous êtes bien informés, je suis le co-Prince, donc j'ai aussi une responsabilité. Je veux dire à ceux qui pourraient nous écouter, je suis le co-Prince par fonction, je ne l'ai pas devenu par coup de force. C'est donc une disposition qui existe, heureusement depuis longtemps, et qui nous permet d'avoir avec le gouvernement andorran, une discussion. Et justement sur la question fiscale, il y a eu des engagements d'Andorre et des premières avancées qui ont pu être relevées. Je m'en suis entretenu encore récemment. Il y aura donc sur la plupart des impositions, des délibérations qui seront prises par le gouvernement andorran. Avec Monaco, là aussi, il y a des conventions particulières et nous nous efforçons de pouvoir faire qu'il n'y ait pas de paradis fiscal, y compris en France.

QUESTION - Quel délai ?

LE PRESIDENT - Comme dirait le communiqué, dans les délais les plus rapides. Mais là-dessus, avec Monaco, nous avons des responsabilités, nous sommes présents, nous avons des discussions. Nous pouvons faire avancer les choses. C'est d'ailleurs une obligation car on ne peut pas accepter qu'il puisse y avoir des zones où il y ait des dérogations qui ne puissent pas entretenir une concurrence loyale.

QUESTION - Oui, Monsieur le Président. [Hervé Asquin, AFP] Pour revenir à la Syrie un instant, le communiqué final parle d'organiser cette conférence internationale sur la Syrie dans les délais les plus brefs. C'est certainement une manière de sauver le bilan de ce G8, d'éviter un échec trop criant, mais c'est aussi une manière assez vague de évoquer un délai. Est-ce que vous espérez encore cette conférence en juillet, avant le G20, ou avant la fin de l'année ?

LE PRESIDENT - Vous êtes habitués au vocabulaire diplomatique, il y aurait pu y avoir « délais rapides », il y aurait pu y avoir « délais brefs ?? », il y a eu « dans les délais les plus brefs possibles ». Donc nous avons eu cette discussion. L'idée pouvait être d'indiquer une date mais ça supposait que l'engagement puisse être tenu et si la date n'avait pas été respectée qu'aurait-on dit, qu'il n'y aurait plus de Genève ?

J'ai senti, puisqu'on parlait du président POUTINE, que lui était plutôt sur l'idée d'aller vite et ça donne des perspectives pour Genève. Et moi-même, j'ai évoqué un rendez-vous : c'est Saint-Petersbourg début septembre. Donc nous aurons l'occasion de revenir sur cette question, de faire l'évaluation et de voir où nous en sommes. Et à partir de là, si ça n'a pas été fait, dans quels délais précis agir. C'est pour ça que ce sommet sur cette formule n'est pas une façon de sauver la face mais au contraire de trouver la sortie.

QUESTION - Monsieur le Président, Yves-Michel RIOLS du MONDE. Si au terme de cette échéance de fin septembre que vous venez évoquer, il n'y a pas de progrès substantiels qui ont été enregistrés, est-ce que vous pensez que la France serait en mesure à ce moment-là d'annoncer publiquement quelle déciderait d'armer ouvertement les rebelles ou pas ? Deuxième question sur le périmètre un peu de la conférence, pour vous est-il envisageable que l'Iran puisse participer à ces négociations ?

LE PRESIDENT - La pression militaire à travers une éventuelle livraison d'armes doit continuer à s'exercer. C'est une manière d'avoir justement la convocation de Genève. Sur la présence de l'Iran, attendons les déclarations du nouveau président, voyons s'il peut être utile. Et je vous donne ma position : s'il peut être utile, oui, il sera le bienvenu.

QUESTION - Monsieur le Président, Cyril ADRIAENS, LCI. Le président OBAMA a fait part dans un entretien télévisé de son scepticisme sur une action militaire américaine en Syrie et sur la création d'une zone d'exclusion aérienne. Alors, en avez-vous parlé ensemble et plus largement

crédation dans votre déclaration de dernier février, en avez-vous parlé ensemble et plus largement comment s'est déroulé votre entretien, je crois que vous l'avez invité à « débarquer » selon vos propres termes à tout moment lorsqu'il le souhaitait ?

LE PRESIDENT - Je l'ai invité effectivement aux cérémonies du 70ème anniversaire du débarquement le 6 juin 2014. Et il m'a dit qu'il regardait cette possibilité. Mais je lui ai dit qu'il pouvait venir à tout moment.

Sur votre question concernant la Syrie, c'est le président OBAMA qui a lui-même fait cette déclaration en considérant que l'idée d'une intervention pour les Américains, n'était pas aujourd'hui d'actualité. Je pense que tous nos efforts doivent être concentrés sur la pression sur le régime syrien, pour qu'il y ait la conférence de Genève. Tel est le scénario.

Et pour y parvenir, nous devons soutenir l'opposition syrienne par tous moyens : humanitaires, matériels, politiques. Et nous devons faire en sorte que l'opposition syrienne - et c'est une condition - soit bien claire par rapport à certains groupes dont le caractère terroriste est reconnu. C'est ce qui doit se faire dans les prochains jours.

QUESTION - Oui, je voulais poser une question sur la composition du G8, trouvez-vous quelle est adaptée au monde de 2013, trouvez-vous en particulier qu'il est normal qu'un pays comme la Chine soit absent de cette organisation ?

LE PRESIDENT - L'idéal, c'est qu'il y ait un Conseil de sécurité économique. Et c'est ce que, d'ailleurs, la France promeut pour la réforme de l'organisation des Nations Unies. La création d'un Conseil de sécurité économique, qui procéderait de l'Assemblée Générale et on pourrait retrouver les principales composantes de la scène mondiale.

Il y a le G20 qui a été un progrès et qui a permis justement d'associer des grands pays comme le Brésil, l'Inde, la Chine, aux discussions sur l'avenir du monde et notamment sur le plan économique. Donc le G7 avait vécu, le G8 a encore une raison d'être mais cette raison d'être ne peut se concevoir que parce qu'il y a le G20 et cette perspective d'avoir aussi le cadre des Nations Unies. N'oublions pas le cadre des Nations Unies, c'est la position traditionnelle de la France et elle est juste parce que c'est là que se discute, avec tous les pays, l'avenir du monde. C'est pourquoi, je serai à l'Assemblée Générale des Nations Unies au mois de septembre.

QUESTION - Juste une dernière question sur la Syrie justement, la déclaration ne mentionne pas ouvertement le départ de Bachar El-ASSAD. Tout le monde dit que c'est une concession qui est faite aux Russes, c'est votre lecture ?

LE PRESIDENT - Il n'y aura pas d'avenir de la Syrie avec Bachar El-ASSAD. Les Russes ne sont pas encore prêts à le dire ou à l'écrire mais parlant de transition, en réalité, c'est ce que ça signifie sinon un gouvernement de transition où il y aurait toutes les composantes, de la société syrienne mais forcément sans Bachar El-ASSAD. On voit mal comment il pourrait en être le responsable.

Je voulais évoquer la question de la négociation commerciale Europe Etats-Unis pour dire que ça n'a pas été un sujet dans ce G8, au sens où la négociation a été ouverte, elle a été annoncée mais aucune question ne m'a été posée.

D'ailleurs, je ne vois pas pourquoi elle n'aurait été posée en tant que Président français car il y a eu une position de l'Europe, un mandat qui a été donné à la Commission européenne par les gouvernements. Et c'est ce mandat qui sera scrupuleusement respecté. Et la France, à tout moment, si la question des services audiovisuels et de l'exception culturelle revenait, aurait toujours la même position.